

RÉPUBLIQUE FRANCAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Département de
SEINE ET MARNE

DEL2020_

0026

Arrondissement de
TORCY

COMMUNE DE NOISIEL

**EXTRAIT DU REGISTRE
des délibérations du Conseil Municipal**

Canton de **CHAMPS-SUR-MARNE**

SÉANCE ORDINAIRE VENDREDI 24 JANVIER 2020,
L'an deux mille vingt , le vingt quatre janvier, à 20h30,

Le Conseil Municipal de la Commune de Noisiel, légalement convoqué le 17 janvier 2020, s'est assemblé au lieu ordinaire de ses séances, salle du Conseil, Mairie Principale, sous la présidence de M. **VISKOVIC, MAIRE.**

PRÉSENTS :

M. **VISKOVIC**, M. **TIENG**, Mme **NATALE**, M. **SANCHEZ**, Mme **TROQUIER**, M. **RATOUCHNIAK**, M. **DIOGO**, Mme **NEDJARI**, M. **FONTAINE**, M. **MAYOULOU-NIAMBA**, M. **BEAULIEU**, Mme **ROTOMBE**, M. **BARDET**, Mme **MONIER**, M. **VACHEZ**, Mme **DAGUILLANES**, Mme **COLLETTE**, Mme **JULIAN**, M. **ROSENMANN**, Mme **CAMARA-SAKHO**, M. **CALAMITA**, Mme **VICTOR**, Mme **PELLICOLI**, M. **KAPLAN**, M. **KRZEWSKI**, M. **TATI**

ÉTAIENT REPRÉSENTÉS :

Mme **BEAUMEL** qui a donné pouvoir à M. **VISKOVIC**
M. **NYA-NJIKE** qui a donné pouvoir à M. **TIENG**

ABSENTS, EXCUSÉS :

Mme **NAKACH**, Mme **DODOTE**, M. **DRAME**, M. **NGUYEN**, Mme **PHAM**

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : M. BARDET

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la Loi n°2010-241 du 10 mars 2010 instaurant le service civique,

VU le décret n°2010-485 du 12 mai 2010 et l'instruction ASC-2010-01 du 24 juin 2010 relatifs au service civique,

CONSIDÉRANT la volonté commune de l'État et de la Commune de Noisiel de développer une politique jeunesse innovante en offrant notamment à tous les jeunes du territoire la possibilité de s'engager dans des projets leur permettant de devenir des citoyens acteurs d'un meilleur vivre ensemble,

CONSIDÉRANT le caractère d'intérêt général des missions qui pourraient être confiées aux jeunes volontaires,

ENTENDU l'exposé de Mme TROQUIER, 4e Maire Adjointe,

LE CONSEIL MUNICIPAL, APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, À L'UNANIMITÉ,

AUTORISE Monsieur le Maire à introduire un dossier de demande d'agrément au titre de l'engagement dans le dispositif du Service Civique auprès de la Direction Départementale de la Cohésion Sociale (DDCS),

AUTORISE Monsieur le Maire à signer tout acte, convention ou avenant afférent au dispositif Service Civique tel que défini par la loi du 10 mars 2010 et ses décrets d'application,

AUTORISE Monsieur le Maire à dégager les moyens humains, matériels et financiers nécessaires à la qualité de l'accueil des volontaires et de la mise en œuvre des missions ainsi qu'à promouvoir et valoriser le dispositif et ses acteurs, notamment auprès des jeunes,

INSCRIT les dépenses correspondantes restant à la charge de la commune, au budget 2020.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Melun dans un délai de deux mois à compter de son caractère exécutoire.

La présente délibération est rendue exécutoire à compter de la date de son affichage ou publication et de sa transmission au représentant de l'État.

POUR EXTRAIT CONFORME

Le Maire



Mathieu VISKOVIC

Publié au RAA le 31 JAN. 2020